

La grève, certes, mais pour quelle école ?

Une bonne partie du personnel de l'Education Nationale sera en grève aujourd'hui, 20 novembre. Les motifs ? S'élever contre la diminution du nombre des postes, et revendiquer une hausse des salaires. La plupart des syndicats, pas plus imaginatifs aujourd'hui qu'hier ou que demain nous diront à la prochaine occasion d'être contre la diminution du nombre des postes et pour la hausse des salaires. Autant dire que dans l'Education Nationale, quelle que soit la conjoncture, les syndicats, avec les mêmes mots d'ordre ne traitent plus rien des situations particulières qui se présentent et sur lesquelles les gens auraient réellement besoin de s'informer et de réfléchir.

En quoi est-ce grave ? Quelques remarques pour en juger :

Nous travaillons depuis 2 ans dans une école primaire de Seine-Saint-Denis et nous avons de bonnes raisons de penser que ce qui s'y passe révèle des mécanismes dans lesquels l'Ecole s'est enlégée depuis longtemps.

Les jeunes instituteurs ne se syndiquent pas par conviction, mais pour augmenter leur chance d'obtenir les affectations qu'ils demandent. Et surtout parvenir à sortir au plus vite des établissements ZEP où ils ont été envoyés après l'obtention du concours. Ainsi le jeune instit pense que le syndicat le représente si bien qu'il lui permettra peut-être de se rapprocher de son domicile, et de faire classe à un public un peu plus poli. A sa décharge, son affectation est parfois si loin de chez lui (dans notre école, une jeune institutrice passe plus de 4h30 dans les transports chaque jour), que ne pas avoir recours à la position du syndicat serait de l'ordre du masochisme. Mais quoi qu'il en soit, l'adhésion ne repose plus sur aucune idée commune concernant le rôle de l'école ou la fonction de l'enseignant mais seulement sur un « deal » qui veut qu'en échange de son bulletin et de sa cotisation, le syndicat essaiera de faire avancer le dossier du jeune instituteur.

Comme ce deal n'est pas très favorable pour l'estime de soi, le syndicat a tout de même conservé son vieil appareil idéologique : des tracts et des revues continuent à être envoyés ; personne ne les lit mais ils manifestent que le syndicat saura toujours mieux que ses syndiqués ce qu'il se passe dans les écoles ; plus à même que quiconque de donner les raisons et le moment pour commencer et terminer une grève. Et puis d'ailleurs, c'est encore lui qui négocie, c'est un fait incontestable.

Un des effets les plus dommageables de cela est l'absence à peu près complète de toute parole « politique ». Il est devenu beaucoup plus difficile d'articuler quoi que ce soit à propos de ce que pourrait être l'Ecole que de raconter une blague franchement salace. De quoi parlait-on hier, en salle des maîtres à la veille de la grève à laquelle allait participer les 4/5 du personnel de notre école ? De tel ou tel élève, de ses vacances. On était peut-être un peu plus silencieux que d'habitude. Rien sur les raisons de faire la grève ou de ne pas la faire, sur la manifestation, les régimes spéciaux de retraite, rien sur ce que nous voudrions d'autre pour notre école. Tant est si bien qu'il nous est impossible de savoir si les grévistes d'aujourd'hui le seront par effet de chaîne (les écoles fermées de leurs enfants obligent les instit à s'en occuper, l'absence de transport rend malaisé le déplacement à l'école etc ...), par fatigue, par solidarité avec les autres grévistes, ou s'ils ont en tête quelque critique du fonctionnement actuel de l'Education Nationale.

Que la dépolitisation soit générale en France et non pas circonscrite au personnel de l'Education Nationale, nous ne le nierons pas. Mais il est certain qu'elle a des effets beaucoup plus graves sur les subjectivités des enseignants que sur celle d'un facteur ou d'un douanier. Prenons ce qui s'est passé en Essone, à Grigny où ont eu lieu coup sur coup des agressions sérieuses (couteau et lacrymo) sur le personnel d'une école. Comment les enseignants pourront-ils continuer à faire cours dans ce contexte ? Un article de journal répond en citant les propos de l'un d'eux : "11 enseignants sur 12 veulent quitter l'établissement". Faire cours, ils ne le peuvent tout simplement plus. Après les manifestations qui ont rassemblé parents et enseignants, le pouvoir a immédiatement proposé ses solutions : selon ce que souhaitent le maire ou le préfet, il faudrait choisir entre des policiers et des caméras de vidéosurveillance. Il est primordial que ces réponses restent celles de l'Etat, et non celles des enseignants, dont la vocation doit rester d'instruire et de former.

Dans le même temps, **ne laissons pas l'Ecole aux syndicats, ne laissons pas l'Ecole à l'Etat.** C'est au sein des écoles elles-mêmes que nous devons travailler à élaborer nos propres réponses ; les écoles n'ont-elles pas en leur sein des ressources propres qui leur permettent de ne pas s'en remettre systématiquement à l'extérieur ? Pour commencer, ses ressources, ce sont tous les enseignants qui y travaillent, et les directeurs d'établissements ; plutôt que de considérer le personnel non enseignant (assistants d'éducation, EVS, AVS, CAE, ...), sous l'angle de son maigre statut ou de sa supposée incompétence -puisqu'il n'a pas eu de concours- travailler avec lui sur la base de ce qu'il connaît, ou de ce qu'on lui propose ; et ce faisant, contribuer à le former. Prendre le temps de faire des conseils des maîtres ou d'enseignants utiles, où la parole circule, où les problèmes sont posés et partagés. Sortir de l'isolement de la classe et regarder ce qui se passe globalement dans l'ensemble de l'établissement. C'est à cette condition et seulement celle-là que nous serons en mesure de formuler des revendications précises et qui répondent réellement aux problèmes que nous rencontrons. Et que cette grève deviendra la nôtre.